

STRATÉGIE

L'animal humain est-il vraiment un être rationnel ? Doit-on tout miser sur la conscientisation de nos concitoyen.ne.s ?

[Résumé] En tant que militant.e.s antispécistes, nous avons parfois du mal à appréhender le système que nous disons combattre : le spécisme ne s'incarne pas uniquement dans nos concitoyen.ne.s carnistes, il sous-tend les institutions sociales, économiques, juridiques et politiques que nous devons davantage cibler par nos actes pour espérer un changement significatif.

Des décennies d'échec de la conversion au véganisme (faisant appel à une vision rationaliste de l'être humain) devraient pourtant nous inviter à changer de stratégie.

Or, jusqu'à maintenant, ce n'est toujours pas le cas.

Plutôt que de s'épuiser à convertir les individu.e.s non-véganes, déplaçons notre critique et nos actions en premier lieu vers les institutions qui normalisent le spécisme. Les individu.e.s sont souvent le produit des normes et institutions de leur société, celles-ci doivent être critiquées pour faire changer les choses.

L'exploitation animale est un système économique surpuissant pourvoyeur de profits et d'emplois, terriblement ingénieux aussi puisque l'offre crée aujourd'hui la demande. Ainsi il n'y a pas que l'idéologie spéciste qui doit être attaquée, mais aussi et surtout une réalité économique qui a tout intérêt à la faire perdurer.

Face à un tel ennemi, le boycott même massif et les voies classiques de la protestation ne peuvent être un moyen suffisant. Puisque les objectifs sont politiques, la stratégie aussi doit l'être. Cela suppose que les modes d'interpellation adoptés affectent à la fois les croyances et les comportements spécifiques de la société mais aussi et surtout les institutions qui les renforcent. Cela implique de reconnaître que les acteur.ice.s que nous devons viser ne sont pas seulement les citoyen.ne.s, mais aussi les États et les grandes entreprises.

• L'animal humain est-il vraiment rationnel ?

L'activisme se limite aujourd'hui à un appel à la vertu de nos concitoyen.e.s, faisant la part belle au choix individuel et à la sensibilisation, voire même à la culpabilisation des non-véganes. On baigne dans une idéologie rationaliste qui met en avant une notion d'humanité constituée d'êtres rationnels qui ne font le mal que lorsqu'ils ignorent le bien. De même, l'idéologie de la démocratie pluraliste présente l'État capitaliste comme un arbitre neutre parmi des volontés conflictuelles, accordant à tous les intérêts une égale considération et une voix égale. Or nous n'y croyons absolument pas. Car outre le manque de résultat lié à cette méthode de conversion faisant

passer l'antispécisme pour une religion, nous négligeons le fait que l'oubli de la généalogie entre l'animal et le morceau de viande n'est peut-être pas l'unique raison de la poursuite d'une consommation carnée à grande échelle. Et en effet, la médiatisation des vidéos de L214 faisant la lumière sur la mise à mort des animaux dans les abattoirs aurait dû, si nous étions vraiment dans « l'oubli » de cette généalogie, entraîner une réaction massive de rejet de cette viande, dont la vérité était révélée. Il n'en fut rien. Comme l'explique Florence Burgat dans son dernier ouvrage : « l'humanité ne va pas brusquement considérer que les animaux doivent disposer du droit de vivre. L'élevage et la mise à mort massive d'animaux sont des activités humaines réglementées et finalement banalisées » ⁽¹⁾.

• Se tromper de cible.

Nous oublions que ce qui nous distingue fondamentalement d'autres luttes menées pour l'égalité, c'est la présence d'un intérêt économique à la poursuite du spécisme. L'exploitation animale est un système économique surpuissant pourvoyeur de profits et d'emplois, terriblement ingénieux aussi puisque l'offre crée aujourd'hui la demande. Ainsi il n'y a pas que l'idéologie spéciste qui doit être attaquée, mais aussi et surtout une réalité économique qui a tout intérêt à la faire perdurer. Face à un tel ennemi, le boycott même massif et les voies classiques de la protestation ne peuvent être un moyen suffisant. Puisque les objectifs sont politiques, la stratégie aussi doit l'être. Cela suppose que les modes d'interpellation adoptés affectent à la fois les croyances et les comportements spécifiques de la société mais aussi et surtout les institutions sociales qui les renforcent. Cela implique de reconnaître que les acteur.ice.s que nous devons influencer ne sont pas seulement les citoyen.en.s, mais aussi les États et les grandes entreprises. Ces derniers ont de l'argent et exercent une forte pression politique. Cela a des conséquences importantes.

• Une institutionnalisation paralysante ⁽²⁾.

Pourtant, les grandes associations animalistes adoptent aujourd'hui toutes la même démarche : des enquêtes de terrain qui côtoient des démarches politiques et éducatives, des campagnes publicitaires et enfin des manifestations de rue qui privées de tout potentiel contestataire, sont aujourd'hui : « un spectacle public officiellement encouragé » ⁽³⁾. Cette institutionnalisation disciplinée de la protestation antispéciste affaiblit corrélativement ses chances

de se présenter comme une véritable force d'opposition. Elle nous amène à se montrer moins exigeant.e sur nos revendications et nous tient à distance des représentant.e.s du spécisme; enfermant ainsi nos actions dans un registre purement symbolique. C'est justement par sa capacité à « créer un tel état de crise », à « susciter une telle tension que la société, après avoir obstinément refusé de négocier, se trouve contrainte d'envisager cette solution »⁽⁴⁾ que l'action directe pourrait représenter la stratégie la plus efficace pour politiser la « question animale ». Nous sous-estimons la puissance de ce mode d'interpellation publique qui reste mal compris en France. Elle est pourtant un puissant outil pour imposer la « question animale » au sein de la société. Car il serait urgent d'envisager l'action directe pour ce qu'elle est : un affront à l'économie spéciste et à l'État. Elle recèle ainsi une forte potentialité politique, dans le sens où Hannah Arendt l'entendait : « La politique est action et mise en relation »⁽⁵⁾.

• **Tout vient à point qui sait attendre ?**

Nous ne devons pas attendre d'être 20, 30 ou plus de 50% de véganes dans la population pour exiger l'abolition. Le changement est toujours venu d'une minorité qui a provoquée le débat et forcée la société à réfléchir. Si nous étions des milliers dans les rues, devant les abattoirs et les industries qui exploitent les animaux, il nous faudrait peu de temps pour avoir un réel impact. Si nous désobéissions à la loi massivement - ce qui a été le cas pour les suffragettes pour le droit de vote, les droits civiques pour les personnes noires, l'abolition de l'esclavage aux États-Unis et de nombreux autres mouvements sociaux - nous serions un véritable mouvement politique. Nous pourrions alors faire surgir un débat public sur l'idée d'abolir toute violence envers les animaux et arrêterions de présenter le véganisme comme une éthique bienveillante individuelle pour exiger plutôt une justice fondamentale. Si nous voulons être pris.e au sérieux, nous devons nous-mêmes l'être et transformer le mouvement apolitique qu'est actuellement le mouvement végane en un mouvement de contestation et de justice. Nous devons faire pression sur les institutions, que ce soit les industries ou l'État.

Le lobbying, les tracts et pétitions peuvent représenter l'étape d'une lutte, mais l'action politique limitée à ces éléments apparaît comme un grand jeu inoffensif, prévisible et dénué d'impact. On entend souvent : « il est trop tôt, nous avons besoin de plus de soutiens dans la

population, avant d'adopter l'action directe ». Selon nous, c'est penser à l'envers : à travers ces exhortations à attendre, l'action directe est faussement analysée comme la dernière phase d'une lutte sur le point d'être gagnée, comme la scène d'action finale d'un film à suspense. C'est pourtant tout l'inverse. Elle est ce qui commence, ce qui amorce et ce qui met le feu aux poudres. Par la situation de crise qu'elle est à même d'engendrer, par son potentiel subversif, elle seule est susceptible de mobiliser durablement et profondément l'opinion publique sur la question animale et de la faire apparaître comme un sujet d'importance.

[Perspectives] Le mouvement antispéciste n'a pas encore réussi à quitter la sphère du simple « phénomène social » pour devenir un réel problème politique. Un fait social ne devient un problème politique que s'il devient un sujet d'attention et qu'il est considéré comme « problématique » par une partie de la société. A nous désormais d'inventer et d'intégrer des modes d'action plus ambitieux et offensifs à même de politiser notre lutte et d'attirer l'attention des gouvernant.e.s sur la question animale. Notre but n'est pas de convertir le plus grand nombre de personnes au véganisme (nous ne sommes pas les missionnaires d'une quelconque religion !) mais de déranger le système spéciste, de faire pression sur les industries et l'Etat, d'engendrer une véritable crise afin que des lois soient votées et que des réformes structurelles adviennent pour bâtir une société égalitaire.

(Auteure : Tiphaine Lagarde pour l'association 269 Life Libération Animale)

> Notes :

(1) Florence BURGAT, « L'humanité carnivore », éd. Seuil, 2017.

(2) Marie-Hélène BACQUE, « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, vol. n. 123, 2005.

(3) John BERGER, cité in : Richard Greeman, « Résister à Trump par le bas », *Revue Ballast*.

(4) Martin Luther KING, « Lettre de prison de Birmingham », 16 avril 1963.

(5) « Qu'est-ce que la politique ? », éd. Points, 2011.